



**Government Defence  
Integrity Index**



**FICHE  
PAYS**

# CAMEROUN

2025





# CAMEROUN

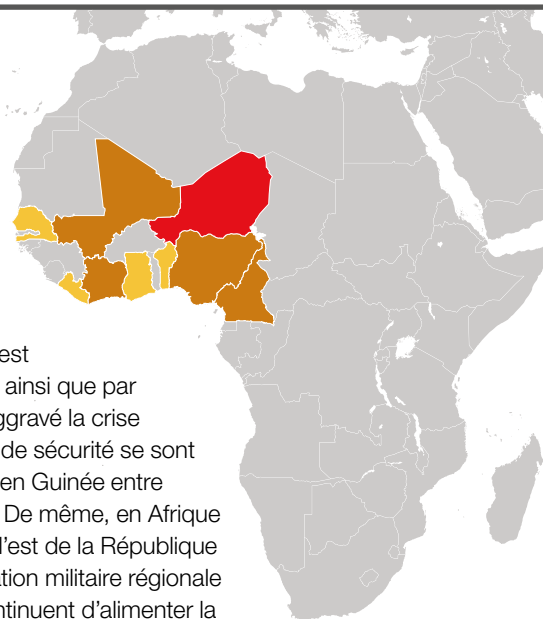
Après plus de quatre décennies à la tête de l'État et du gouvernement, le président Paul Biya a été réélu pour un huitième mandat en octobre 2025, ce qui a exacerbé la polarisation dans un pays déjà divisé sur le plan ethnique.<sup>1</sup> Parallèlement, les insurrections séparatistes dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest et la menace djihadiste croissante de Boko Haram dans l'Extrême-Nord ont entraîné une violence généralisée, faisant des milliers de morts.<sup>2</sup> Les conflits en cours ont conduit à une crise humanitaire, les estimations de l'ONU indiquant que plus de 1,5 million de personnes nécessitant de l'aide humanitaire.<sup>3</sup> De plus, la corruption endémique parmi les fonctionnaires de l'État reste une question cruciale, tandis que les campagnes anti-corruption sont largement considérées comme des outils à motivation politique visant à cibler l'opposition.<sup>4 5</sup> L'économie du pays a renoué avec la croissance en 2023, mais l'accès limité à l'eau potable, le chômage, les soins de santé et une éducation de qualité, ainsi que la pauvreté croissante, continuent de peser lourdement sur les Camerounais, dont 4 sur 10 vivent en dessous du seuil de pauvreté.<sup>6</sup> Ces pressions socio-économiques sont aggravées par les faiblesses de gouvernance des principales institutions étatiques, une

tendance reflétée dans les conclusions de l'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) 2025, qui a constaté des risques de corruption très élevés dans le secteur de la défense au Cameroun. Les résultats montrent des points forts limités mais notables, notamment des inspections internes, des codes de conduite formels et un cadre complet de lutte contre la corruption. Cependant, le contrôle parlementaire et financier est minimal, la transparence est faible et les marchés publics sont dominés par des « contrats spéciaux » opaques et des fournisseurs ayant des liens politiques. La protection des lanceurs d'alerte est faible, les nominations sont politisées et une responsabilité limitée renforce encore davantage les risques de corruption dans les opérations, la gestion du personnel et les achats.

Membre du Open Budget Partnership	Non
Convention des Nations unies contre la corruption	Ratifiée en 2006
Traité sur le commerce des armes	Ratifié en 2018

## AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

La situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest s'est nettement détériorée au cours de la dernière décennie, sous l'effet de l'expansion des insurrections djihadistes, de l'instabilité politique et de la criminalité transnationale organisée. Des groupes armés tels que Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) et l'État islamique au Sahel (ISSP) ont généré une violence sans précédent, le Sahel représentant désormais près de la moitié des décès liés au terrorisme dans le monde. Ces groupes extrémistes se sont étendus vers le sud, exerçant une pression croissante sur les États côtiers. L'insécurité est encore aggravée par le trafic d'armes, de drogues et de ressources naturelles, ainsi que par la concurrence liée au climat pour l'accès aux ressources. L'effet cumulatif a aggravé la crise humanitaire et les déplacements massifs dans toute la région. Ces problèmes de sécurité se sont accompagnés de coups d'État militaires au Mali, au Burkina Faso, au Niger et en Guinée entre 2020 et 2023, affaiblissant encore davantage le contrôle civil et démocratique. De même, en Afrique centrale, le paysage sécuritaire est marqué par le conflit armé persistant dans l'est de la République démocratique du Congo, où la présence de multiples groupes armés, l'implication militaire régionale et la concurrence pour le contrôle du territoire et des ressources naturelles continuent d'alimenter la violence généralisée, les déplacements de population et l'insécurité transfrontalière.



La faiblesse de la gouvernance du secteur de la défense a considérablement compromis la capacité des États à répondre efficacement à ces menaces. Les institutions de défense de la région restent caractérisées par une transparence limitée, une faible responsabilisation et un certain exceptionnalisme en matière de défense. Le contrôle parlementaire est limité par la prédominance de l'exécutif et par des capacités techniques restreintes, ce qui réduit le contrôle civil sur la politique de défense, des budgets et des marchés publics. La transparence budgétaire limitée a affaibli la responsabilité et alimenté la méfiance du public. Parallèlement, des systèmes de passation de marchés non transparents et discrétionnaires ont accru les risques de corruption, faussé le développement des capacités et détourné des ressources des besoins opérationnels.

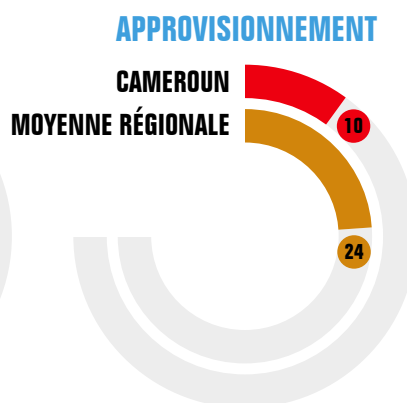
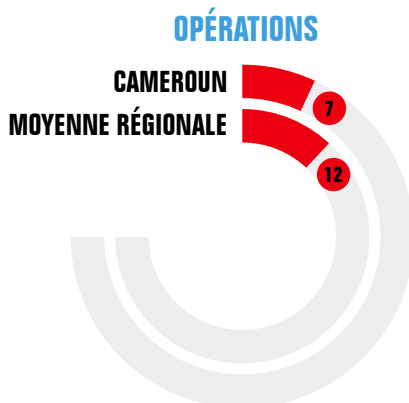
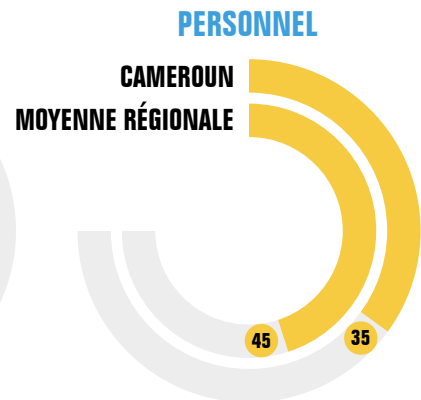
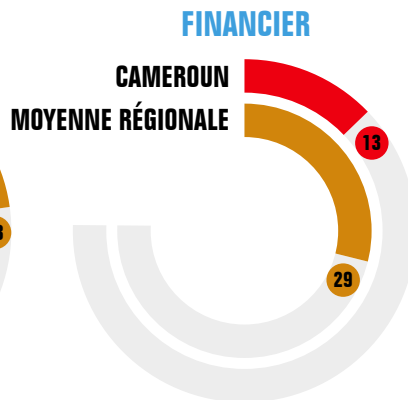
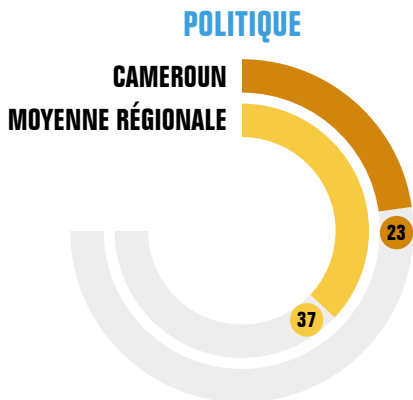
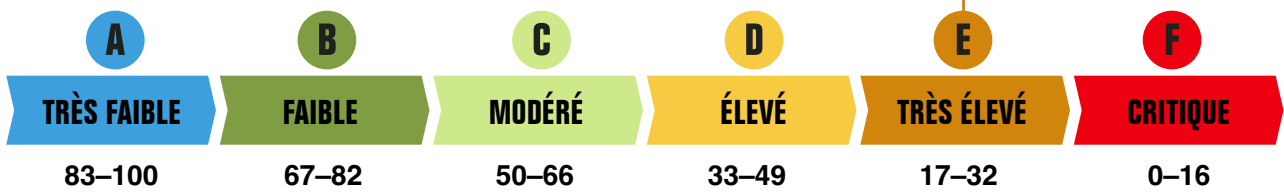


# CAMEROUN

## COMPARAISON DES RISQUES

L'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) évalue cinq domaines de risque clés : politique, financier, personnel, opérationnel et achats. Cette section compare les performances du Cameroun dans chaque domaine avec la moyenne régionale (Afrique subsaharienne).

**RISQUE TRÈS ÉLEVÉ**  
**E**  
**17**





## CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

<b>Contrôle législatif du budget (Open Budget Survey, 2023)</b>	33/100
<b>Dépenses militaires en pourcentage des dépenses publiques (SIPRI, 2024)</b>	6,12%
<b>Membres du comité ayant une expertise en matière de défense (%)</b>	Information pas accessible au public
<b>Nombre de réunions par an</b>	Information pas accessible au public.
<b>Dernière révision de la politique/ stratégie de défense</b>	Information pas accessible au public

Le Cameroun fonctionne selon un système politique hautement centralisé, dominé par le président Paul Biya et son parti au pouvoir, le Mouvement démocratique populaire camerounais (MDPC). Au pouvoir depuis 1982, Biya a renforcé le pouvoir exécutif, affaibli les freins et contrepoids institutionnels et limité l'alternance politique. Les réformes constitutionnelles, notamment la suppression en 2008 de la limitation du nombre de mandats présidentiels, ont consolidé la domination présidentielle et renforcé la longévité du régime.<sup>7</sup>

Les risques politiques dans le secteur de la défense sont très élevés. Le pays fait preuve d'une mise en œuvre relativement bonne des accords internationaux, et le ministère de la Défense s'est montré actif dans la lutte contre le crime organisé, mais le contrôle parlementaire et civil sur les activités de défense au Cameroun restent faibles. Les élites politiques continuent de dominer la prise de décision en matière de défense, avec des freins et contrepoids limités, ce qui se traduit par une responsabilité minimale en matière de dépenses de défense et de choix stratégiques.

Bien que la commission de la défense soit officiellement chargée de superviser la politique et les budgets de défense, elle exerce rarement ses pouvoirs.<sup>8</sup> Son efficacité est limitée par l'expertise restreinte de ses membres et leur influence politique, 18 de ses 20 membres appartenant au parti au pouvoir, le CPDM.<sup>9</sup>

Cet alignement politique rend pratiquement impossible pour la commission de contester l'exécutif, en particulier dans les questions de défense qui relèvent de l'autorité directe du président.<sup>10</sup> De même, le contrôle institutionnel est minimal et la Cour des comptes n'examine pas les dépenses de défense.<sup>11</sup> Il existe des preuves d'audits internes réalisés par l'Inspection générale, mais son impact est compromis par la rotation fréquente des hauts fonctionnaires, ce qui limite la continuité et l'efficacité.<sup>12</sup>

## TRANSPARENCE FINANCIÈRE

<b>Taux de réponse aux demandes d'accès à l'information liées à la défense</b>	1) % d'accès total ou partiel accordé Information pas accessible au public.
	2) Nombre de demandes en attente : Information pas accessible au public.
<b>Plaintes liées à la défense adressées au ombudsman/ commissaire #</b>	Information pas accessible au public
<b>Le commissaire a-t-il autorité sur le ministère de la Défense ?</b>	Information pas accessible au public.
<b>Rapports d'audit sur la défense (2020-2025) #</b>	Aucun
<b>Indice de transparence budgétaire (IBP, 2023)</b>	50/100
<b>Classement mondial de la liberté de la presse (RSF, 2025)</b>	131e sur 180.

La transparence des finances de la défense au Cameroun reste extrêmement limitée, le secteur étant en proie à des risques financiers critiques. Bien que le budget de la défense soit publié, il ne contient que très peu de détails. Les informations sur les dépenses réelles de défense et les sources de financement non centrales ne sont pas rendues publiques.<sup>13</sup> Les dépenses hors budget sont légalement autorisées à des fins de sécurité nationale, mais les conditions régissant leur utilisation sont vagues, ce qui entraîne une utilisation généralisée souvent associée à des pratiques de corruption.<sup>14</sup> Une part importante du budget de la défense est également détournée sans justification.<sup>15</sup>

Les institutions de défense sont également impliquées dans des entreprises commerciales telles que les transports, l'immobilier et la construction, mais les détails restent opaques et aucun audit indépendant n'est effectué.<sup>16</sup> En outre, la participation d'officiers militaires à des entreprises privées, notamment des sociétés de sécurité et des entreprises de logistique, présente de graves conflits d'intérêts.<sup>17</sup> Les demandes d'informations et de documents liés à la défense au Cameroun sont souvent accueillies par le silence ou des retards, sans mécanisme de recours, et les journalistes se voient souvent refuser l'accès pour des raisons de confidentialité. Les fonctionnaires rejettent fréquemment les demandes au motif de la protection de la sécurité nationale ou d'autres intérêts politiques.<sup>18</sup>



## CADRE ÉTHIQUE DU PERSONNEL

<b>Législation sur la dénonciation</b>	Aucune
<b>Nombre de cas de dénonciation dans le secteur de la défense</b>	Aucun
<b>Nombre de violations du code de conduite</b>	Militaire Information pas accessible au public.  Civil : Information pas accessible au public.
<b>Système de divulgation financière</b>	# Soumis : Aucun.  Nombre de violations : aucune.

Alors que le président Biya continue de consolider son pouvoir et procède à des remaniements militaires au plus haut niveau en vue des élections de 2025, le Cameroun est confronté à des risques élevés en matière de gestion du personnel.<sup>19</sup> Le pays dispose d'un cadre juridique pour punir la corruption et les pots-de-vin, mais les affaires font rarement l'objet d'enquêtes et/ou de sanctions.<sup>20</sup> De plus, il n'existe pas de garanties juridiques complètes pour les lanceurs d'alerte, ce qui fait craindre au personnel de défense de signaler les pratiques de corruption, qui pourraient entraîner des représailles professionnelles, la perte de leur emploi, voire des menaces physiques.<sup>21 22</sup> Les effectifs civils et militaires au Cameroun ne sont pas connus avec précision ni accessibles au public.

Les nominations aux postes de haut niveau dans l'armée sont souvent influencées par des considérations politiques, des affiliations ethniques et des réseaux personnels plutôt que par des critères fondés sur le mérite.<sup>23</sup>

Des codes de conduite sont en place pour le personnel militaire et civil, y compris certains éléments visant à atténuer les risques de corruption.<sup>24 25</sup> Cependant, les violations font rarement l'objet d'enquêtes ou de poursuites. Quelques formations sporadiques sur la lutte contre la corruption ont été mises en place. Les nouvelles recrues peuvent recevoir des informations initiales sur la lutte contre la corruption lors de leur intégration, mais il y a peu de suivi avec une formation plus avancée ou continue sur le sujet.<sup>26 27</sup>

## OPÉRATIONS

<b>Effectif total des forces armées (Banque mondiale, 2020)</b>	34 000
<b>Effectifs déployés en opération #</b>	750 7 (au 31 mai 2025)

Le Cameroun déploie chaque année un contingent de militaires et de gendarmes dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Outre les missions de paix de l'ONU, les Forces de Défense camerounaises interviennent également dans des conflits actifs sur le territoire camerounais : conflit « anglophone », guerre contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord et lutte contre les insurgés centrafricains à la frontière orientale.<sup>28</sup> Les opérations militaires représentent des risques de corruption critiques, sans qu'aucun cadre ne soit mis en place. Malgré la forte implication des forces de défense dans les opérations militaires, les risques de corruption ne sont pas pris en compte dans la doctrine militaire ou la planification de ces opérations, ni abordés dans la formation préalable au déploiement du personnel armé.<sup>29</sup> Le pays ne déploie aucun personnel formé à la surveillance de la corruption, mais certaines unités telles que le BIR (Bataillon d'Intervention Rapide) surveillent de manière informelle la corruption avec du personnel non spécialisé.<sup>30</sup>



## ACHATS DE DÉFENSE

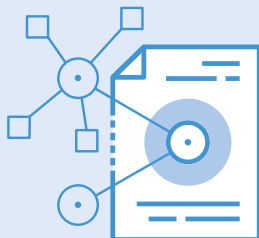
Dépenses militaires (en millions de dollars américains) (SIPRI, 2024)	\$534,9
Concurrence ouverte dans les marchés publics de défense (%)	Information pas accessible au public
Principales exportations de défense – vers (SIPRI, 2020-2024)	NA
Principales importations de défense – provenant de (SIPRI, 2020-2024)	France (51 %) Afrique du Sud (37 %) États-Unis (4,8 %) Fournisseur(s) inconnu(s) (4,8 %) Émirats arabes unis (2,7 %)

Les marchés publics de défense restent largement opaques et faiblement réglementés, sans cadre juridique spécifique régissant le secteur. Les acquisitions dans le domaine de la défense sont exclues de la loi sur les marchés publics, ce qui crée un vide réglementaire qui limite la transparence et la supervision.<sup>31</sup>

De plus, le Cameroun ne dispose pas d'une stratégie d'acquisition de défense ou d'un cadre de planification à long terme clairement énoncés. Les décisions en matière d'approvisionnement ne sont pas systématiquement alignées sur des besoins clairement définis en matière de capacités ou sur des priorités stratégiques. Au contraire, les acquisitions semblent largement ponctuelles et réactives, avec un contrôle institutionnel limité.<sup>32</sup> Les informations sur les achats prévus et effectifs dans le domaine de la défense sont systématiquement dissimulées pour des raisons de sécurité nationale.<sup>33</sup>

Les pratiques en matière de marchés publics se caractérisent par une concurrence limitée et l'absence de procédures décisionnelles transparentes. Dans le cadre des marchés publics, toutes les acquisitions dans le domaine de la défense sont classées comme des « contrats spéciaux », ce qui les exempte de facto des règles et garanties habituelles en matière de marchés publics.<sup>34</sup> Les contrats de marchés publics dans le domaine de la défense, y compris ceux attribués dans le cadre d'accords avec un fournisseur unique, sont approuvés par le biais de processus discrétionnaires et unilatéraux.

Il n'y a pas de contrôle par des organismes de surveillance, tels que la Cour des comptes ou le Parlement, qui n'ont pas le pouvoir légal d'examiner les décisions en matière d'achats dans le domaine de la défense. La surveillance des achats est encore compromise par une forte ingérence politique, en particulier de la part de la présidence, qui conserve le contrôle exclusif de l'exécution des marchés publics au sein du ministère de la Défense.<sup>35</sup>



La collecte des données GDI pour **le Cameroun** s'est déroulée de mai 2024 à août 2025.



# CAMEROUN TABLEAU DES SCORES GDI 2025

	Grade	Score
<b>RISQUE POLITIQUE</b>	<b>E</b>	<b>23</b>
Q1 Contrôle législatif	E	17
Q2 Comité de défense	E	17
Q3 Débat sur la politique de défense	F	6
Q4 Engagement des OSC	F	8
Q5 Conventions : UNCAC / OCDE	B	75
Q6 Débat public	F	13
Q7 Politique anticorruption	C	63
Q8 Unités chargées de la conformité et de l'éthique	D	33
Q9 Confiance du public dans les institutions	NS	
Q10 Évaluations des risques	F	0
Q11 Planification des acquisitions	D	33
Q12 Transparence et détail du budget	D	38
Q13 Examen minutieux du budget	C	63
Q14 Disponibilité des informations budgétaires	E	17
Q15 Recettes de la défense	F	8
Q16 Audit interne	E	31
Q17 Audit externe	F	0
Q18 Ressources naturelles	E	20
Q19 Liens avec le crime organisé	C	50
Q20 Lutte contre le crime organisé	E	17
Q21 Contrôle des services de renseignement	F	0
Q22 Recrutement des services de renseignement	F	0
Q23 Contrôles à l'exportation (ATT)	NEI	
Q76 Lobbying	F	0
<b>RISQUE FINANCIER</b>	<b>F</b>	<b>13</b>
Q24 Contrôles relatifs à la cession d'actifs	F	8
Q25 Examen minutieux de la cession d'actifs	E	17
Q26 Dépenses secrètes	F	0
Q27 Accès législatif à l'information	F	0
Q28 Audit des programmes secrets	F	0
Q29 Dépenses hors budget	E	25
Q30 Accès à l'information	E	25
Q31 Propriétaire bénéficiaire	E	25
Q32 Examen des entreprises détenues par des militaires	F	0
Q33 Entreprises privées non autorisées	D	38
Q77 Dépenses de défense	F	0
<b>RISQUE LIÉ AU PERSONNEL</b>	<b>D</b>	<b>35</b>
Q34 Engagement public en matière d'intégrité	F	8
Q35 Mesures disciplinaires à l'encontre du personnel	C	50
Q36 Lanceurs d'alerte	E	17
Q37 Postes à haut risque	F	0
Q38 Effectifs	F	0
Q39 Taux de rémunération et indemnités	B	75
Q40 Système de paiement	D	33
Q41 Impartialité des nominations	F	8
Q42 Impartialité des promotions	E	31
Q43 Pots-de-vin pour éviter la conscription	A	100
Q44 Corruption pour obtenir des affectations préférentielles	A	100
Q45 Chaînes hiérarchiques et paiement	E	25
Q46 Code de conduite militaire	E	31
Q47 Code de conduite civil	D	44
Q48 Formation à la lutte contre la corruption	E	17
Q49 Poursuites pour corruption	F	8
Q50 Paiements de facilitation	C	50

**NOTE GLOBALE DU PAYS**

**RISQUE TRÈS ÉLEVÉ**

**E**

**17**

## NIVEAU DE RISQUE

<b>A</b>	<b>83-100</b>	<b>RISQUE TRÈS FAIBLE</b>
<b>B</b>	<b>67-82</b>	<b>RISQUE FAIBLE</b>
<b>C</b>	<b>50-66</b>	<b>RISQUE MODÉRÉ</b>
<b>D</b>	<b>33-49</b>	<b>RISQUE ÉLEVÉ</b>
<b>E</b>	<b>17-32</b>	<b>RISQUE TRÈS ÉLEVÉ</b>
<b>F</b>	<b>0-16</b>	<b>RISQUE CRITIQUE</b>

	Grade	Score
<b>RISQUE OPÉRATIONNEL</b>	<b>F</b>	<b>7</b>
Q51 Doctrine militaire	F	0
Q52 Formation opérationnelle	F	0
Q53 Planification prévisionnelle	F	13
Q54 Surveillance de la corruption dans les opérations	F	8
Q55 Contrôles dans le cadre des contrats	F	13
Q56 Entrepreneurs militaires privés	NS	

<b>RISQUE LIÉ AUX MARCHÉS PUBLICS</b>	<b>F</b>	<b>10</b>
Q57 Législation en matière d'approvisionnement	NS	
Q58 Cycle des marchés publics	F	8
Q59 Mécanismes de contrôle des achats	E	25
Q60 Publication des achats potentiels	F	0
Q61 Publication des achats réels	E	25
Q62 Normes de conformité commerciale	F	0
Q63 Exigences en matière d'approvisionnement	F	8
Q64 Concurrence dans les marchés publics	F	0
Q65 Contrôles du comité d'appel d'offres	E	25
Q66 Contrôles anti-collusion	F	13
Q67 Attribution du contrat / Livraison	E	17
Q68 Mécanismes de plainte	E	25
Q69 Sanctions à l'encontre des fournisseurs	E	17
Q70 Contrats de compensation	F	0
Q71 Suivi des contrats de compensation	F	0
Q72 Concurrence en matière de compensation	F	0
Q73 Agents et intermédiaires	F	0
Q74 Packages de financement	F	0
Q75 Pression politique dans les acquisitions	NS	

**CLÉ**

- NEI** Informations insuffisantes pour évaluer l'indicateur
- NS** L'indicateur n'est noté pour aucun pays
- NA** Non Applicable

# NOTES DE FIN

- 1 International Crisis Group, « Prévenir les troubles à l'approche de l'élection présidentielle au Cameroun », 8 août 2025.
- 2 Ibid.
- 3 Global Centre for the Responsibility to Protect, « Profil du Cameroun », 14 novembre 2025.
- 4 International Crisis Group, « Prévenir les troubles à l'approche de l'élection présidentielle au Cameroun », 8 août 2025.
- 5 BTI 2024, « Fiche Pays : Cameroun », 2024
- 6 World Bank, "Fiche Pays Cameroun", 2024.
- 7 BTI 2024, « Rapport Pays : Cameroun », 2024.
- 8 Secrétariat général de l'Assemblée nationale, « République du Cameroun, « Règlement intérieur de l'Assemblée nationale », modifié en dernier lieu par la loi n° 2014/016 du 9 septembre 2014 ».
- 9 Site web de l'Assemblée nationale, « Fonctionnement de l'Assemblée nationale : membres de la commission de la défense nationale et de la sécurité ».
- 10 Belomo Essono Pélagie Chantel, « Sécurité et ordre politique au Cameroun : entre dynamiques internes et connexions internationales », 2009, pp. 39-80 .
- 11 Cour des comptes, « Rapport annuel », 2022.
- 12 Entretien avec un chercheur spécialisé dans le secteur de la défense, 5 juillet 2024, Government Defence Integrity Index.
- 13 Ministère des Finances, « Rapport d'exécution du budget de l'État pour l'exercice 2023 », 25 juillet 2024.
- 14 Entretien avec un journaliste spécialisé dans les questions de sécurité, 20 octobre 2024, et entretien avec un expert financier, Fonds monétaire international (FMI), 2 novembre 2024, Yaoundé, Government Defence Integrity Index.
- 15 Entretien avec le directeur du département du budget et des finances, ministère de la Défense, 30 octobre 2024, Yaoundé & Entretien avec un analyste politique, Université de Yaoundé, 22 octobre 2024, Yaoundé, Government Defence Integrity Index.
- 16 Entretien avec un analyste de la défense, Centre d'études stratégiques, Yaoundé, 3 novembre 2024, Government Defence Integrity Index.
- 17 Entretien avec un chercheur de l'université de Yaoundé, 16 octobre 2024, Government Defence Integrity Index.
- 18 Ateki S. Caxton, Ndzi Derick Jitzi, Ngega Vanessa, Robinson S. Fontenbo, « Le droit d'accès à l'information au Cameroun (RAIC) Rapport 2024 », novembre 2024.
- 19 Reuters, « Biya, 92 ans, procède à un remaniement de la haute hiérarchie militaire avant les élections », 16 juillet 2025.
- 20 Entretien avec un analyste politique spécialisé dans la gouvernance et la sécurité, 14 novembre 2024, Government Defence Integrity Index.
- 21 John W Fooks & Co. « Lanceurs d'alerte en Afrique : bref aperçu des cadres juridiques à Madagascar, à Maurice, au Sénégal, en Guinée et au Cameroun », 2024.
- 22 Entretien avec un haut fonctionnaire du ministère de la Défense, 10 novembre 2024, Government Defence Integrity Index.
- 23 Entretien avec un chercheur spécialisé dans la gouvernance militaire, 10 novembre 2024 Government Defence Integrity Index.
- 24 République du Cameroun, « Règlement régissant la discipline générale dans les forces armées, dérivé du décret n° 2007/199 du 7 juillet 2007 ».
- 25 République du Cameroun, « Statut général de la fonction publique, décret n° 94/199 du 7 octobre 1994, modifié par le décret n° 2000/287 du 12 octobre 2000 ».
- 26 Entretien avec un expert en matière de corruption, Cameroun, 10 novembre 2024, Government Defence Integrity Index.
- 27 Entretien avec un haut fonctionnaire du ministère de la Fonction publique, 15 avril 2024, Government Defence Integrity Index.
- 28 BTI 2024, « Rapport Pays : Cameroun », 2024
- 29 Entretien avec un professeur d'une école militaire au Cameroun, juin 2024 Government Defence Integrity Index.
- 30 Entretien avec un lieutenant du bataillon d'intervention rapide, juin 2024, Government Defence Integrity Index.
- 31 République du Cameroun, « Code des marchés publics, 2018, décret n° 2018/366 ».
- 32 Entretien avec un groupe de discussion composé d'officiers de l'armée, Yaoundé, février 2025, Government Defence Integrity Index.
- 33 Entretien avec un journaliste, août 2024, Government Defence Integrity Index.
- 34 Articles 30 et 31, Code des marchés publics, 2018, décret n° 2018/366.
- 35 Entretiens avec un haut fonctionnaire et un ancien chef du département des marchés publics, août 2024, Government Defence Integrity Index.



[ti-defence.org/gdi](https://ti-defence.org/gdi)  
[GDI@transparency.org](mailto:GDI@transparency.org)

Transparency International UK Numéro d'enregistrement de l'organisme caritatif : 1112842  
Numéro d'enregistrement de la société : 2903386

Transparency International Defence and Security (TI-DS) est une initiative mondiale de Transparency International sous forme de réseau thématique. Il s'agit d'une entité indépendante qui ne représente aucune section nationale de TI. TI-DS est seul responsable de l'édition 2025 de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale (GDI) et de tous les produits associés, y compris les fiches pays du GDI.

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier le ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas pour son généreux soutien financier à la production de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale. Nous remercions également les nombreux évaluateurs nationaux et pairs qui ont contribué à fournir les données sous-jacentes à cet indice.

**Editeur de la série :** Michael Ofori-Mensah, *Responsable de la recherche*

**Auteur :** Léa Clamadieu, *Chargée de recherche*

**Chef de projet :** Patrick Kwasi Brobbey, *Directeur de recherche*

**Design :** Colin Foo



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands